



## Contrat d'architecte simplifié

### « SOULTZ.Remp »

pour la mission de conseil et de suivi  
concernant les travaux de restauration  
du rempart urbain de la ville de Sultz (68)

#### I. PARTIE CONTRACTANTE

Entre le client :

Ville de SOULTZ

Adresse : Place de la République1 – B.P. 21 – 68 360 SOULTZ

Téléphone : 03.89.62.25.42

e-mail : caroline.riehl@sultz68.fr

et l'architecte :

La société : ATELIER d&b SARL d'architecture

n° RCS : Strasbourg TI 511 896 151

Représenté par : Laetitia BASSO, dûment habilitée en qualité de gérante

Société inscrite à l'ordre des architectes d'Alsace sous le numéro ALS S01312

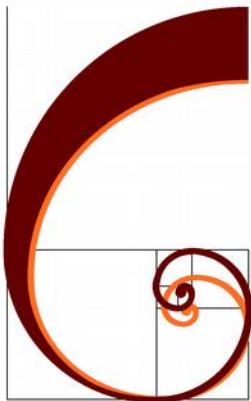
Adresse : 1A, rue des Jardins – 67800 BISCHEIM

Téléphone : 03.88.35.26.70 Cell : 06.65.33.30.30

e-mail : lbasso@agence-db.com

Conformément aux dispositions du décret n° 80-217 du 20 Mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes, qui fait obligation de recourir à une convention écrite préalable à tout engagement professionnel, il est convenu ce qui suit :

LB



## 2. DENOMINATION, LOCALISATION ET DUREE

*Dénomination de l'opération :* SOULTZ.Remp

*Adresse :* Ville de Soultz, rempart, adresse selon avancement

*Durée :* année 2023 – 2024 – 2025

## 3. DESCRIPTION DU PROGRAMME

- Faire une réunion de préparation au 4e trimestre 2022 afin d'organiser le démarrage des travaux au printemps 2023.
- donner des directives et conseils techniques au regard du patrimoine aux salariés de l'association,
- veiller au suivi et au bon déroulement du chantier au printemps et à l'automne en effectuant des visites mensuelles sur site, programmées en lien avec le chef de chantier de l'association, avec information des passages à la maîtrise d'ouvrage (en général le chantier d'insertion s'étale de mars à juin et en septembre / octobre).
- adresser à la maîtrise d'ouvrage et à Patrimoine et Emploi un compte-rendu à l'issue des visites sur site
- établir un rapport annuel comprenant le rappel des objectifs annuels, un détail des réalisations effectives et des propositions d'orientation des travaux pour les années à venir.

## 4. BUDGET DES TRAVAUX

Sans objet

## 5. MISSION DE L'ARCHITECTE

*l'architecte fournira les services suivants :*

- 5 visites sur site / an (estimation, nombre à préciser selon besoin réel)
- 1 rapport annuel

## 6. RÉMUNÉRATION

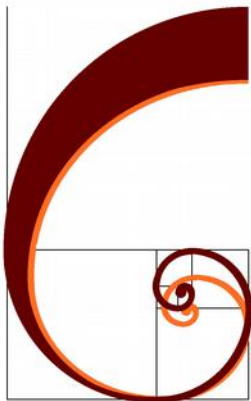
Pour cette mission, la rémunération annuelle estimative de l'architecte est de :

	<b>3 050,00 € HT</b>
<b>TVA 20%</b>	<b>610,00 €</b>
<b>soit</b>	<b>3 660,00 € TTC</b>

La révision du prix du marché de maîtrise d'oeuvre sera appliquée pour les années 2024 et 2025.

*Modalité de calcul de la révision joint en annexe au présent document.*

Lb



## 7. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Selon tableau de répartition :

PHASE	Montant HT
Visite sur site + compte-rendu	520,00 €
Visite sur site + compte-rendu	520,00 €
Visite sur site + compte-rendu	520,00 €
Visite sur site + compte-rendu	520,00 €
Visite sur site + compte-rendu	520,00 €
Rapport annuel	450,00 €
<b>TOTAL HT</b>	<b>3 050,00 €</b>

TVA 20%	610,00 €
<b>TOTAL TTC</b>	<b>3 660,00 €</b>

Le règlement des notes d'honoraires se fait à réception de celles-ci, il est net et sans escompte (Loi n°92.1442 du 21/12/92)

Toute somme non payée dans les trente jours est augmentée du taux Refi majoré de 10 points par jour calendaire. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. Loi LME (art. L441-6 Code de Commerce modifié par LOI n°2010-853 du 23/07/2010 – art. 35), à ces indemnités moratoires s'ajoutent les frais d'agios bancaires et les divers frais de relance.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le règlement des honoraires est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage, qui doit motiver la réfaction effectuée. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues à l'architecte, celui-ci a droit aux intérêts moratoires calculés sur la différence.

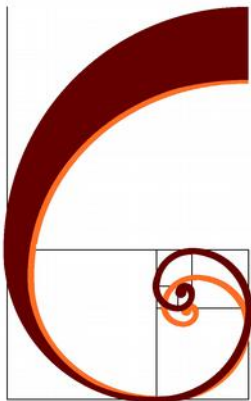
## 8. ASSURANCES

L'architecte est assuré contre les conséquences pécuniaires de ses responsabilités professionnelles par la Compagnie d'Assurances :

Caisse d'Assurance Mutuelle du bâtiment et des Travaux Publics groupe CAMACTE sous le numéro de référence 109 47 93. Dans les limites d'un plafond de garantie de 3 350 000,00 €. Ce contrat est conforme à l'obligation d'assurance prévue par la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

*L'attestation d'assurance est jointe au présent contrat.*

LB



## 9. LITIGES

En cas de litiges portant sur le respect des clauses du présent contrat, les parties conviennent de saisir pour avis le Conseil régional de l'Ordre des architectes dont relève l'architecte, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

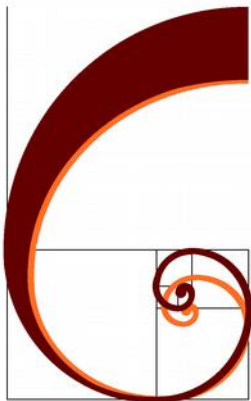
## 10. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le montant annuel de la mission sera variables selon le nombre de réunions sur site réellement réalisées dans l'année.

Fait à BISCHHEIM, le 05/09/2022

<p><b>Le maître d'ouvrage</b> (lu et approuvé ; cachet et signature)</p>
--

<p><b>L'architecte</b> (lu et approuvé ; cachet et signature)</p> <p><i>lu et approuvé</i></p> <div><p><b>Atelier d&amp;b</b> <b>Architecte du Patrimoine</b> 1A rue des Jardins 67300 BISCHHEIM 03 83 33 29 70 - contact@atelierdab.fr</p></div>
---



## ANNEXE 1 : modalité de calcul de la révision :

**Source : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre**

### **CHAPITRE 2 :**

#### Article 10 Prix

##### 10.1. Règles générales :

10.1.1. Lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois, les prix sont réputés révisibles.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  du marché de maîtrise d'œuvre.

Dans le silence des documents particuliers du marché, la révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient  $C$  de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_m$  sont les valeurs prises par l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois  $m_0$  et au mois  $m$  au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

10.1.2. Lorsque les prix sont fermes, ils sont actualisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions. L'actualisation se fait en appliquant des coefficients établis à partir d'un index, d'un indice ou d'une combinaison d'entre eux correspondant à l'objet du marché. Ils sont définis dans les documents particuliers du marché. A défaut, l'actualisation se fait sur la base de l'index ING.

La formule mise en œuvre est la suivante : Prix actualisé = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre).

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

10.1.3. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

**Pour exemple, ci-dessous, le calcul de la révision si il avait été effectué en 2021 :**

### **CALCUL DE LA REVISION**

#### **LA REVISION : $P_m/P_0 \ C=0,15+(0,85 \times (I_m/I_0))$**

$C$  : coefficient de révision  $P$  = Prix révisé HT ;  $P_0$  = Prix initial du marché HT ;  $I_m$  = ING $_m$  : valeur de l'index au mois d'exécution des travaux ;  $I_0$  = ING $_0$  : valeur de l'index ING au mois  $M_0$  défini dans le contrat simplifié d'architecte – Mars 2021

MOIS	ACOMPTE	$I_0$ NIG $m_0$	$I_m$ NIG $m$	$(I_m/I_0)$	$(0,85 \times (I_m/I_0))$	$0,15+(0,85 \times (I_m/I_0))$	Coeff de révision Arrondi	P/mois	Révision/mois
août 2021	520,00	120	121,2	1,01000	0,85850	1,00850	1,009	524,68	4,68
septembre 2021	520,00	120	121,2	1,01000	0,85850	1,00850	1,009	524,68	4,68
Octobre 2021	520,00	120	121,2	1,01000	0,85850	1,00850	1,009	524,68	4,68

<b>TOTAL</b>	1 560,00
--------------	----------

Total révisé	14,04 €
Prix initial	1 560,00 €
<b>Prix révisé</b>	<b>1 574,04 €</b>



## CAM btp

### CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances - Siren 778 847 319

**Siège social :** Espace Européen de l'Entreprise - 14 AVENUE DE L'EUROPE - 67300 SCHILTIGHEIM

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 37 69 00 - Fax 03 88 37 69 99 - [www.camacte.com](http://www.camacte.com)

Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° assuré : 1094793

N° contrat : 1 243247

N° SIREN : 511896151

SARL ATELIER D&B  
1A RUE DES JARDINS  
67800 BISCHHEIM

Pour tout renseignement, contacter :

CAM btp DELEGATION DE STRASBOURG

CS 70016

67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. : 03 88 37 69 93

Fax : 03 88 37 69 47

Courriel : [strasbourg@camacte.com](mailto:strasbourg@camacte.com)

## ATTESTATION D'ASSURANCE

### Contrat d'assurance Responsabilité professionnelle des Architectes

**Période de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022**

La CAM btp ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle Responsabilité professionnelle des Architectes numéro 1 243247.

### 1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

**ARA1 : Architecte**

**CEDL : Constat d'état des lieux - garantie Responsabilité Civile**

**DV15 : Diagnostic technique selon décret n° 2005-69 du 31/01/2005**

### 2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : selon liste au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction T.T.C. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €.  
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,



## CAM btp

### CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances – Siren 778 847 319

**Siège social :** Espace Européen de l'Entreprise - 14 AVENUE DE L'EUROPE – 67300 SCHILTIGHEIM

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 37 69 00 – Fax 03 88 37 69 99 – [www.camacte.com](http://www.camacte.com)

2/3

- travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
- procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
  - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
  - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) de catégorie A avec avis favorable,
  - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

#### 2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<b>En habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	<b>Hors habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	<b>En présence d'un CCRD :</b> Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
<b>Durée et maintien de la garantie</b>	
La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

#### 2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant de la garantie décennale est fixé à 3 000 000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle liée à l'importance du chantier et constitue l'engagement maximum pour l'assureur du présent contrat.



## CAM btp

### CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances - Siren 778 847 319

**Siège social** : Espace Européen de l'Entreprise - 14 AVENUE DE L'EUROPE - 67300 SCHILTIGHEIM

**Adresse postale** : CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 37 69 00 - Fax 03 88 37 69 99 - [www.camacte.com](http://www.camacte.com)

3/3

### 3 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction T.T.C. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 25 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera appliqué la règle proportionnelle prévue à l'article L121-5 du code des assurances;
- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction suivants : selon liste au paragraphe 2 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

### 4 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de son cabinet ou de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

### 5 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités au paragraphe 2 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Schiltigheim,  
Le 13/12/2021

Le Directeur général